



DOCUMENT FINAL

Union Européenne et Union Africaine
Atelier sur le renforcement des capacités
Protection sociale en Afrique
Partage d'expériences sur l'économie informelle

10 – 11 Mars 2011, Nairobi
Kenya

La Commission Européenne et la Commission de l'Union Africaine ont organisé un atelier sur "la protection sociale en Afrique – le partage d'expériences sur l'économie informelle". L'atelier a eu lieu dans le cadre du partenariat sur les migrations, la mobilité et l'emploi de la Stratégie Conjointe UE-Afrique. Il a réuni des représentants de l'UE et des États membres UA, des Comités Économiques Régionaux, des organisations internationales telles que l'OIT, L'UNICEF et la Banque Mondiale, des organisations de la société civile, des partenaires sociaux et des experts de protection sociale.

Pendant la séance plénière, divers pays ainsi que des organisations de la société civile et des organisations internationales ont présenté leurs expériences et stratégies dans le domaine de la protection sociales. En outre, deux groupes de travail ont été organisés: l'un sur l'identification et l'élimination des obstacles pour une protection sociale efficace des travailleurs de l'économie informelle et l'autre sur les stratégies de mobilisation des ressources en faveur de la protection sociale.

De la discussion des groupes de travail, on peut conclure qu'il existe une nécessité de développer et de mettre en œuvre l'ensemble des politiques de protection sociales qui visent principalement les travailleurs de l'économie informelle et les membres de leur famille. L'engagement politique, la mobilisation de ressources nationales et le besoin d'aborder les aspects d'accessibilité sont particulièrement importants pour la création des systèmes de protection sociale. Il est aussi important d'améliorer la collecte des données et la mise en place des mécanismes d'évaluation et d'analyse des impacts de la protection sociale.

Les questions-clés des groupes de travail

Groupe de travail 1:

Obstacles à des mesures de protection sociale efficaces et durables pour les travailleurs de l'économie informelle et les membres de leur famille

Presque 42 % de PIB en Afrique provient de l'économie informelle, alors que plus de 75 % de la population active est employée d'une manière informelle. Cette économie ne bénéficie pas de mécanismes de protection sociale adéquats. Les participants au groupe de travail ont formulé les recommandations suivantes:

- Nécessité de développer et de mettre en œuvre une politique de protection sociale globale qui intègre le secteur informel et améliore sa productivité.
- Encourager les États membres à établir un ensemble minimum des politiques de protection sociale pour tous, y compris le secteur informel.
- *Le partenariat UA-UE devrait entreprendre des activités afin de s'assurer que cette politique fournit une occasion de créer un réseau entre les économies informelles à travers le continent.*
- *Les partenaires UA-UE devraient mettre en place un mécanisme de suivi et d'évaluation de la politique avec la participation active de toutes les parties prenantes au niveau national et des CERs.*
- Encourager les États membres à organiser l'économie informelle et élaborer des programmes de renforcement des capacités, en les reliant à diverses mesures incitatives à la disposition du secteur formel (par ex. crédits, marchés, banques) dans le but de formaliser l'économie informelle.
- Stimuler la demande pour les produits et les services de l'économie informelle.
- Les États membres devraient impliquer la collectivité locale dans la régulation de l'économie informelle.
- Évaluer et réaliser une analyse des lacunes des lois et politiques existantes dans le but d'intégrer le secteur informel dans ces lois et politiques.

Groupe de travail 2:

Stratégie de mobilisation de ressources pour le soutien de la protection sociale dans l'économie informelle

Les sources de financement des systèmes de protection sociale vont de l'aide internationale et des dépenses publiques par les gouvernements nationaux, au secteur privé, la société civile, les syndicats et le financement communautaire. Les questions clés sont l'accessibilité et la durabilité. À cet égard, les participants du groupe de travail recommandent les actions suivantes:

- **Protection Sociale comme un contrat social:** Afin d'assurer que la protection sociale reçoive une haute priorité dans le budget national, il est indispensable d'élaborer un contrat de politique sociale durable. En plus, afin d'assurer que la protection sociale bénéficie d'un financement public, il faudra aussi encourager les différents acteurs à développer et soutenir des systèmes de financement novateurs de la protection sociale. Des exemples de tels programmes comprennent une assurance indice météorologique (protection des petits agriculteurs en cas de risques météorologiques tels que la sécheresse et les inondations).

- **Améliorer les revenus en augmentant la capacité et la réorientation d'autres secteurs de dépenses publiques:** La protection sociale peut être en grande partie financée par une meilleure perception des recettes, qui financent les dépenses publiques et la lutte contre la corruption. En outre, la protection sociale peut être soutenue par la fourniture d'incitations telles que des exonérations fiscales aux cotisations à l'assurance privée et sociale.
- **Améliorer la collecte de données de référence pour le suivi et l'évaluation:** l'investissement dans la protection sociale requiert des données de base et des informations fiables pour optimiser la conception, l'application et le suivi du système de protection. Il est important que des efforts aient été faits pour améliorer une collecte harmonisée des données de référence et d'information.
- **Renforcer les partenariats:** Renforcement des partenariats afin d'éviter le gaspillage et le dédoublement des programmes déjà existants et donc conduire à une plus grande complémentarité entre tous les acteurs concernés. La pierre angulaire d'un tel partenariat transparent doit être clairement énoncée dans la politique nationale de protection sociale. L'alignement sur les priorités des gouvernements et le soutien à la bonne gouvernance par les partenaires au développement, la société civile et le secteur privé permettrait d'optimiser l'allocation des ressources et la durabilité des systèmes de protection sociale à long terme.
- **Fonds mondial pour la protection sociale:** afin d'assurer que les donateurs adoptent un développement intersectoriel et à long terme du système de protection sociale intégrée, on pourrait envisager la création d'un Fond mondial similaire au fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme.

Working Group 3: Suivi de l'initiative pour le travail décent

Les activités relevant de l'Initiative "travail décent" doivent être liées à l'emploi et à d'autres initiatives de protection sociales liées à la Stratégie, par exemple les partenariats sur les OMD et sur la Science, société de l'information et l'espace.

Le groupe a eu une discussion animée sur plusieurs aspects de cette initiative et a proposé ce qui suit:

- Procéder à une analyse des lacunes en matière de protection sociale dans l'économie informelle. Cette analyse devrait constituer un exercice de renseignement global qui prend en compte les mécanismes existants ainsi que les cadres juridiques et institutionnels.
- Nécessité de faciliter et d'appuyer le renforcement des capacités durables au sein de la CUA et des CERs en matière de protection sociale et des systèmes d'information du marché du travail.

Sur cette base, chaque participant peut, à son niveau de responsabilité, réaliser un suivi opérationnel, y compris par des échanges informels d'expériences et la mise en place de réseaux.
